

LE GRAND SOIR

CopyLeft :  
Diffusion autorisée  
et même encouragée.

Merci de mentionner les  
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



dimanche 5 janvier 2014

## 11 Septembre 2001 : Notes sur un tabou en perdition

### Dedefensa

### Deux membres du Congrès US demandent la publication de 28 pages classifiées du rapport officiel sur le 11 Septembre qui contiennent, selon eux, des révélations "choquantes" sur l'implication de "un ou plusieurs" service(s) de renseignement de pays étrangers dans l'attaque du 9/11.

26 décembre 2013 – Premier point, indubitable, incontournable comme l'on dit : nous-mêmes, bien autant que tant d'autres, avons raté l'affaire. En effet, le récit ici rapporté remonte, pour la première source (chronologiquement) à en faire état, au 11 décembre, et pour une semaine plus tôt que ce 11 décembre pour le fait lui-même. Nous avons raté l'affaire, et de n'avoir pas été les seuls ne nous console pas ; par contre, cela, cette discrétion assez générale ou cette indifférence assez répandue, voilà qui substantifie et même justifie absolument le commentaire ci-dessous.

Songez-y : il y a cinq ans, sept ans, dix ans, la simple hypothèse complètement honteuse impliquée par l'évocation de la possibilité de la proposition d'une résolution d'urgence mettant en cause l'intégrité de la *narrative* officielle de l'attaque 9/11 par deux parlementaires washingtoniens, un démocrate et un républicain, eut provoqué des évanouissements en série dans les salons. Nos plus belles plumes se fussent étouffées dans leur encre noire de rage. Les éditoriaux auraient fusés comme autant de drones vengeurs et néanmoins civilisés ... Comment, imaginer que 9/11 ne soit pas exactement ce que la presse-Système, les dirigeants-Système, les communiqués-Système en ont dit ? Des sels, vite, les "complotistes" arrivent ...

Non seulement... Bien plus que ce que l'on évoque, le fait de la "résolution d'urgence" des deux parlementaires n'est pas une "simple hypothèse", une "évocation de la possibilité" d'elle-même, mais bel et bien ce qu'elle est. Il s'agit de l'affirmation explicite et officielle qu'une partie d'un document mise sous les scellés de la classification "secret" sur l'intervention documentée du président Bush contient des révélations "choquantes" sur l'implication de "un ou plusieurs" service(s) de renseignement de pays étrangers dans l'attaque du 9/11. Cette "affirmation explicite et officielle" constitue une hypothèse très solide, proche de l'affirmation, qu'il y a eu "complot" hors de la seule machination admise des 18 ou 19 terroristes de la version officielle ... (Le document évoqué comprend les 28 pages d'une partie intitulée "*Specific Sources of Foreign Support*" du rapport du Congrès de 800 pages établi en 2002 sous l'intitulé officiel de *Congressional Investigative Report on 9/11 – Joint Inquiry into Intelligence Community Activities Before and After the Terrorist Attacks of September, 2001*, – à ne pas confondre avec le rapport de l'enquête officielle de la Commission spéciale formée pour enquêter sur 9/11).

### L'horrible objet du monstrueux délit

C'est donc, pour notre part qui n'est certainement pas celle de la connaissance sans faille des arcanes de cette affaire sans fin, un événement extraordinaire que cette démarche des deux parlementaires de la Chambre des Représentants, le démocrate Stephen F. Lynch du Massachusetts et le républicain Walter B. Jones de la Caroline du Nord. Elle fut donc l'objet, notamment, d'un article du site *Examiner.com*, ce fameux [11 décembre 2013](#). La résolution, qui parle de faire la lumière, sinon la vérité sur 9/11, demande à l'administration de déclassifier les 28 pages actuellement couvertes par le secret.

*« Two members of Congress are behind a resolution, filed last week, urging Obama to declassify 28 pages of the "Joint Inquiry into Intelligence Community Activities Before and After the Terrorist Attacks of September, 2001." The documents were reportedly withheld from the 9/11 Commission, along with millions of other documents and pieces of evidence, that would allegedly unveil information that could lead to a better understanding of who was actually behind the 9/11 terror attacks in Lower-Manhattan, above and beyond the Saudi-national hijackers. Alternative to what the establishment and its media have been wanting people to believe for more than 12 years.*

» *Democratic Congressman, Stephen F. Lynch, of Massachusetts and Republican Congressman, Walter B. Jones, of North Carolina filed the “bipartisan” resolution, H. Res. 428, with a statement on Lynch’s congressional website that includes a plea to the president for the victims, their families and the American people. Who, according to the congressman, still have yet to be told the truth about what actually happened that day and who was truly responsible.*

» *As co-chair of the Task Force on Terrorism and Proliferation Financing, Lynch has access to the classified documents and what he read in those documents must have concerned him enough to ask they be declassified, so the American people can be made aware of what they say and so he can publicly discuss their contents... [...] [...]t really is no surprise that multiple Congressman are concerned, if they truly are, about why so much of the information regarding the 9/11 terrorist attacks, including these particular 28 pages, has been withheld from the public. Considering even the Chair and Vice Chair of the 9/11 commission, Thomas H. Kean and Lee H. Hamilton, have both admitted to the commission being a premeditated failure and the explicit need for a new, actually independent investigation into the events. [...]*

» *According to Congressman Lynch, “Twelve years after the horrific September 11 attacks, unanswered questions still remain. These pages contain information that is vital to a full understanding of the events and circumstances surrounding this tragedy. The families of the victims and the American people deserve better ; they deserve answers, they deserve a full accounting, and that has not happened yet.” “I am very pleased to be working with my friend and colleague Congressman Jones to ensure these pages see the light of day. I strongly encourage my colleagues to review this classified section of the Inquiry, and to work with me and Congressman Jones to get it declassified.” »*

### **Cover-up pour l’Arabie et Prince Bandar**

Les ardents polémistes et critiques de la version officielle autour de l’attaque 9/11 et des multiples contestations qui sont nées à ce propos se sont finalement emparés de l’affaire ; nous disons “finalement” parce qu’il faut bien le constater, eux aussi ont mis du temps à s’éveiller à la nouvelle venue de la Chambre des Représentants. On trouve de ces manifestations, notamment du côté du groupe *Veterans Today*, accusé de tous les maux par l’habituel concert-Système, avec partition-AIPAC assurée, – accusation d’“antisémitisme” dans toutes ses variations, jusqu’aux insinuations fatales et pourtant courantes de quasi-nazisme.

Assez curieusement, ce qui a attiré l’attention des polémistes et des critiques est un (premier) article de Paul Sperry, expert du Hudson Institute, sur le site *Family Security Matters*, de tendance *Tea Party* mais qu’on dit proche de l’AIPAC et pro-israélien. L’article du [16 décembre 2013](#) cite des sources proches des deux parlementaires (Lynch-Jones), dont on dit qu’ils ont été “absolument choqués” par les révélations contenues dans ces fameuses 28 pages, et révélations concernant **essentiellement sinon exclusivement** l’implication de l’Arabie dans l’attaque, et particulièrement de Prince Bandar comme organisateur de l’attaque. (« *Other al Qaeda funding was traced back to Bandar and his embassy – so much so that by 2004 Riggs Bank of Washington had dropped the Saudis as a client. The next year, as a number of embassy employees popped up in terror probes, Riyadh recalled Bandar...* ») Les 28 pages retirées du rapport du Congrès constitueraient donc un véritable *cover-up* des responsabilités de l’attaque, à l’avantage de l’Arabie.

### **De l’Arabie à Israël, en passant par l’AIPAC**

... D’ailleurs et au fait, – de l’Arabie seulement ? Pas si vite, dit Gordon Duff, de *Veterans Today*, qui écrit un article repris par *PressTV.ir*, la chaîne TV iranienne, le [18 décembre 2013](#). Le [23 décembre 2013](#), Duff remet cela, toujours dans *PressTV.ir*. Sa thèse est qu’il ne s’agit pas de l’Arabie, ou plutôt **pas seulement de l’Arabie**, mais sans doute de l’Arabie et d’Israël travaillant conjointement, et dans tous les cas certainement d’Israël. Le rôle de Sperry, estime Duff, est de dédouaner Israël et le *Mossad* en impliquant l’Arabie et Bandar. Quoi qu’il en soit, apprécie-t-il, les deux sont sans doute impliqués dans les 28 pages classifiées...

« *Recent revelations tied to events in Syria and Egypt have exposed an unimagined level of cooperation between the intelligence services of Israel and Saudi Arabia. For years, Israel has cited Saudi Arabia as the greatest threat to their security, much greater than Iraq under Saddam or their claims of a “nuclear Iran.” This and much else of what Israel has publicly claimed as part of their “mythology of victimization” is now recognized as falsehood. Though*

*both Israel and Saudi Arabia are known as allies of the US, their partnerships with America have been with specific groups, extremists within government and the military willing to back the plots now plainly evident even when US interests are sacrificed or even American lives are lost.*

*» Telling, today, is the relationship between Al-Nusra and other al-Qaeda “franchises” and the Israeli/Saudi alliance, a relationship that has provided both financial support and weapons, used against Syria, Lebanon and Iraq. The sections of the 9/11 report that were censored by President Bush may well include reference to that al-Qaeda/Israel/Saudi nexus. What is clear is that not only did the Bush administration wrongly blame bin Laden or “al-Qaeda,” a spurious and illusory group at best, but that those cited, Israel, Saudi Arabia or both, though named for funding and supporting the 9/11 attack, were always under the full control of the Bush administration. »*

Le [23 décembre 2013](#), donc, Gordon Duff publie un nouvel article dans *PressTV.ir*, où il développe sa perception de l'affaire Lynch-Jones et de l'intervention de Sperry, – et notamment, et encore plus précisément, à la lumière d'un nouvel article de Sperry, le [23 décembre 2013](#), cette fois dans le *New York Post*. (Ce quotidien appartient à Rupert Murdoch, qui est, avec Lockheed Martin, l'un des principaux bailleurs de fonds des néoconservateurs-*neocons*, par ailleurs très proches d'Israël et donc de l'AIPAC. La connexion apparaît alors évidente à Duff entre Sperry, sa volonté de dédouaner Israël aux dépens de l'Arabie, l'activité de l'AIPAC, Murdoch et les *neocons*, etc.)

Voici donc Duff, ce [23 décembre 2013](#) (il parle du *New York Daily News*, alors qu'il s'agit bien du *New York Post*, appartenant à Murdoch et qui a publié l'article de Sperry) : *« More frighteningly, the articles published this week in Rupert Murdoch's New York Daily News, written by Hoover Institute fellow and AIPAC member, Paul Sperry, now not only blame Prince Bandar of Saudi Arabia as the 9/11 mastermind but tie Bush (43) in as well. In fact, the entire AIPAC apparatus, the largest lobbying organization in Washington, is currently engaged in a “full court press,” to stop congress from pushing for the release of the real report... »*

Le même [23 décembre 2013](#), Kevin Barrett développe le même thème, sur le site *VeteransToday.com*, mettant en cause l'action de l'AIPAC pour bloquer la législation Lunch-Jones devant la Chambre. Assez aisément, Barrett expose l'hypothèse qu'au travers d'une action qui tendrait à faire croire à une “défense de l'Arabie” (impliquée dans les 28 pages), ce serait plutôt une “défense d'Israël” confirmant implicitement l'implication de l'Arabie qu'on trouverait... En effet, les manœuvres qu'il décrit ne consistent pas à rejeter le contenu probable des 28 pages qui commence à être connu et qui impliquerait au moins l'Arabie, mais plus simplement à faire ce en quoi l'AIPAC est passé maître : influencer le Congrès pour qu'il ne vote pas la résolution Lynch-Jones.

*« Which raises another burning question : Why would AIPAC want to protect the Saudis ? The many “leaks” bandied about (or should we say Bandared about) in the mainstream media all point to the Saudis as the culprits who attacked America on 9/11, according to the Joint Congressional Report's redacted pages. Yet Israel is lobbying Congress to cover it up. [...] Look at where the “blame the Saudis” leaks are coming from. Paul Sperry, author of the New York Post article on the Lynch and Jones request, works for the Hoover Institute, an Israel-affiliated neocon think tank... [...] Sperry claims that “unnamed CIA sources” told him the redacted pages of the Joint Report implicate the Saudis. Do those “CIA sources” really think the Saudis have the covert-ops capacity, political clout, and motive to attack the US and get away with it ? Or is Sperry, and his real or imaginary sources, doing what the Hoover Institute and the New York Post always do : Fronting for Israel ? »*

## **L'Arabie, cela peut se plaider**

Comme par un hasard qui serait alors bien extraordinaire, ou comme pas du tout par hasard, – aucune des deux explications n'est pourtant évidente, – il se trouve que la Loi qui, depuis une décennie, interdisait à d'éventuels plaignants d'attaquer en justice l'Arabie en arguant qu'elle aurait participé à l'attaque 9/11, autorise désormais cette démarche. Cela est d'autant plus intéressant qu'effectivement divers proches de personnes mortes dans l'attaque ont effectivement manifesté cette intention depuis des années. Certains verront donc dans cette décision juridique une sorte d'arrangement avec le Ciel, d'autres un signe du Ciel, d'autres enfin une circonstance proche de ce que certains nomment du “complotisme”, – mais pas vraiment dans le chef de ceux qu'on a l'habitude d'affubler de cette tare épouvantable ...Quoi qu'il en soit, le site *BrowardBulldog.org* détaille cette nouvelle le [24 décembre 2013](#) :

« *With an unusual acknowledgment of a mistake in a high-profile case, a federal appeals court in New York City has restored Saudi Arabia as a defendant in a lawsuit brought by thousands of 9/11 victims, their families and others. For a decade, the 9/11 plaintiffs have asserted that the desert kingdom bankrolled al Qaeda prior to the 2001 terrorist attacks on New York and Washington. Now, they can once again pursue their claim in court. [...]*

» *Former Florida Senator Bob Graham, who co-chaired Congress's Joint Inquiry into the attacks, hailed Thursday's ruling by the Second Circuit Court of Appeals in Manhattan. "This is a very significant breakthrough that could collapse the dam of cover up which has kept information on the Saudis involvement from the American people," Graham told BrowardBulldog.org in an exclusive interview. Saudi Arabia, which has denied the lawsuit's accusations as "categorically false," had been dismissed from the sprawling lawsuit in 2005 on grounds of sovereign immunity, despite exceptions to that protection regarding acts of terrorism.*

» *The 16-page order by a three judge appellate court panel is a labyrinth of legal argument. Its essence, however, is that the court's own conflicting rulings about how to apply the law in different 9/11 lawsuits led to an "error of law" by a lower federal court judge in New York, George B. Daniels, who wrongly let the Saudis off the hook for potentially billions of dollars in civil damages. The rejuvenated case now goes back to Judge Daniels for further proceedings, the order said.*

» *"We are very happy about the news and cautiously optimistic," said 9/11 survivor Sharon Premoli, who was pulled from the wreckage of the North Tower. "The appellate court's decision is something I feared I would never see in my lifetime," said Terry Strada, whose husband, Tom, died in the North Tower on 9/11. "Our group, 9/11 Families United for Justice Against Terrorism remains committed in our fight for the truth and justice. Only then will we be able to protect ourselves from future terrorist attacks and hold those accountable for the death, destruction, pain and suffering inflicted on us 13 years ago." »*

### **La NSA contre la *narrative* officielle de 9/11**

Un autre point intéressant à éclaircir est celui de savoir pourquoi cette affaire apparaît effectivement à ce moment, et plus précisément pourquoi les deux parlementaires Lynch-Jones, et notamment Lynch qui est un des co-présidents d'une commission de la Chambre intéressée aux affaires de terrorisme, ont pu avoir accès, ici et maintenant, au texte classifié des 28 pages retirées du rapport de 800 pages datant de 2002. Nous parlons là d'une explication technique à trouver, et nullement d'une supputation politique en rapport avec les relations des USA avec l'un ou l'autre des deux pays concernés (Arabie et Israël), et alors on retient une indication, peut-être involontaire pour l'appréciation générale c'est selon, donnée par Duff dans son article du 23 décembre...

« *Nine eleven was a coup against the constitution. Additional reports released this week make clear some of the reasons Bush lied to the American people, to congress, our military and our allies, "Obama's Director for National Intelligence, James Clapper, has declassified new documents that reveal how the NSA was first given the green light to start collecting bulk communication data in the hunt for Al-Qaeda terrorists after 9/11. President Barack Obama's administration has for the first time publicly confirmed 'the existence of collection activities authorized by President George W. Bush, ' such as bulk amounts of Internet and phone metadata, as part of the 'Terrorist Surveillance Program' (TSP). The disclosures are part of Washington's campaign to justify the NSA's surveillance activities, following massive leaks to the media about the classified programs by former NSA contractor Edward Snowden. Clapper explained on Saturday that President George W. Bush first authorized the spying in October 2001, just weeks after the September 11 attacks." »*

Ces indications sont à notre sens beaucoup plus qu'accessoires. Au contraire, elles jouent un rôle qui n'est pas loin d'être essentiel. D'abord, elles sont renforcées par des appréciations diffusées à Washington selon lesquelles la NSA, officiellement avec Clapper mais officieusement de façon beaucoup plus large, est lancée dans une opération désespérée de relations publiques pour faire la promotion de son insaisissable efficacité et de son impalpable nécessité, notamment et particulièrement en appuyant sur son rôle qui serait central dans la période immédiatement de l'après-9/11. Cela conduirait à mettre l'accent de toutes les façons possibles sur toutes les informations concernant l'implication d'agents extérieurs, notamment de services de renseignement et d'action de pays étrangers, et notamment l'Arabie, puisqu'il n'y aurait que de cette façon que la NSA pourrait prouver son utilité et son exceptionnalité.

La NSA est évidemment particulièrement intéressée à tenter de faire accepter l'idée de sa très grande utilité dans la lutte contre le terrorisme, alors que le président Obama, pourtant bien informé et favorablement disposé à l'égard de l'agence, a été incapable de citer lors d'une récente conférence de presse un seul cas où la même NSA a empêché une attaque terroriste. Le paradoxe est alors que la NSA, pour prouver qu'elle est vraiment très utile et exceptionnelle, a tout intérêt à montrer que la *narrative* officielle sur 9/11 est soit incomplète, soit fautive, puisqu'elle-même, la NSA, doit chercher à montrer qu'elle a réussi grâce à ses moyens et à sa finesse proverbiale à trouver des éléments "utiles et exceptionnels" de grande importance et qu'on ignorait, et qui modifient donc cette *narrative*.

Pour ce cas, la NSA tente avec zèle de montrer qu'elle a recueilli nombre d'éléments sur l'attaque, au moins immédiatement après l'attaque, pour en déterminer les auteurs. Si cela conduit l'agence à contredire la version officielle, ou ce qui en est rendu public, cela se fera parce que la NSA est aux abois. Ainsi peut-on avancer que l'hypothèse a une certaine solidité, selon laquelle ce sont, au moins en partie, des indications supplémentaires de la NSA qui ont conduit certaines commissions parlementaires et/ou certains parlementaires à avoir communication, dans ce cas, des 28 pages retirées du rapport par l'administration GW Bush. Le raccourci est intéressant.

### Un "complot" contre le complot

On arrêtera ici la liste et les citations des diverses indications, commentaires et actes effectifs autour d'une affaire qui constitue *de facto* une mise en cause officielle, et juridiquement considérée comme telle (quelle que soit le résultat de la résolution Lynch-Jones, dès lors que cette résolution a existé sous forme de texte officiel), de la version officielle de l'attaque du 11 septembre 2001. Ainsi la version officielle de l'attaque devient-elle, officiellement elle aussi, une *narrative*. L'implication "officielle" d'un acteur extérieur, comme le montrent sans nul doute les 28 pages qui sont au centre de la controverse, sont une indication formelle et juridique qu'il y a "complot" hors de la version officielle qui n'accepte que le "complot" d'al Qaïda sous la forme des terroristes impliqués dans l'attaque ; donc, "complot" subversif contre "complot"-Système politiquement correct.. Tout se passe, pour prendre une analogie, comme si une ouverture officielle acceptant l'hypothèse d'un deuxième, voire d'un troisième tireur dans l'assassinat de Kennedy, était effectivement posée.

Ainsi, le plus extraordinaire n'est-il pas finalement qu'une telle possibilité fasse surface jusqu'à une position d'officialité de la chose, mais bien que cela se fasse sans guère d'écho, sans soulever guère de passion. On ne peut considérer qu'il y a "étouffement" d'une affaire qui est doublement officialisée, notamment par cette "heureuse circonstance" d'une nouvelle attitude de la justice à l'égard des plaintes éventuelles contre l'Arabie Saoudite devant des tribunaux US. On doit simplement constater que cette mise en cause "officielle" de la version "officielle" se fait sans soulever de polémique particulière, ni même d'observations passionnées. Il y a cinq ans, répétons-le, la mise en cause de la *narrative* officielle était considérée comme un acte d'incorrection politique passible des pires condamnations, un acte proche du négationnisme, dans l'entendement qu'on en a lorsqu'on pense aux personnes qui, selon les accusateurs de la chose, nient l'existence des camps d'extermination nazis. Aujourd'hui, quelle qu'en soit la raison, cette mise en cause se développe sans autre remous qu'une nouvelle parmi d'autres.

### Chacun pour soi

C'est ce phénomène qui nous intéresse particulièrement. Bien entendu, on peut attacher cette affaire à la querelle entre les USA et l'Arabie, et affirmer qu'il y a là une manœuvre contre l'Arabie opérée dans divers milieux washingtoniens. Dans ce cas, l'attitude israélienne, telle qu'elle peut apparaître selon le commentaire de l'un ou de l'autre, se trouve étrangement en contradiction avec les bruits nombreux qui ont circulé ces derniers mois sur une alliance objective entre Israël et l'Arabie. Mais ce dernier point a selon nous assez peu d'importance, cette "alliance" restant à démontrer et, de toutes les façons, n'impliquant aucune loyauté de l'un pour l'autre entre ces deux "partenaires" aussi dépourvus de scrupule l'un que l'autre. Dans ce cas, on est plutôt conduit à donner encore plus de crédit à ceux qui jugent que les 28 pages gardées au secret sont objectivement, sans référence à l'actualité, extrêmement embarrassantes, soit pour l'un (l'Arabie), soit pour l'autre (Israël), soit pour les deux.

Et puis, à côté de ces hypothèses concernant des manœuvres ou autres initiatives politico-complotistes, entre Washington, l'Arabie et Israël, il y a aussi l'indication à laquelle nous nous sommes attachés plus longtemps, selon laquelle la NSA a joué et joue un rôle dans cette séquence, parce que, complètement aux abois dans la crise Snowden/NSA, elle tente à tout prix de montrer son utilité, c'est-à-dire sa nécessité. Dans ce cas, ni la prudence, ni les *narrative* développées par le Système (celle de l'attaque 9/11 des seuls terroristes), n'ont plus d'importance. Nous sommes alors placés devant une indication de plus qu'aujourd'hui, la

surpuissante NSA se juge être dans une position où, pressée de toutes parts, elle joue sa puissance, son crédit, son influence, etc. – bref cette position où elle joue littéralement sa tête. Alors, c'est chacun pour soi, et tant pis pour la *narrative* ; tant pis pour les Saoudiens, pour Bandar, tant pis peut-être pour les Israéliens, etc., – et, finalement, tant pis pour le Système et sa cohésion, dont la *narrative* officielle 9/11, immuable, vertueuse, unanime et adulée comme un principe divin, est une des poutres maîtresses dans la séquence actuelle.

### **L'effet “discordé chez l'ennemi”**

Ce dernier point de la NSA et du “tant pis pour la *narrative* du Système”, en même temps que l'absence de remous qui a marqué jusqu'ici cette affaire, nous conduit à ce qui constitue notre observation centrale. Cette circonstance où l'on se trouve devant la possibilité que soit modifiée d'une façon radicale la *narrative* officielle de 9/11, ce texte quasiment sacré avec ce qu'il porte de poids politique et de force symbolique dans le cadre du système de la communication, est une indication remarquable de la situation difficile présente du Système.

Le Système est effectivement plus surpuissant que jamais, sans réelle opposition qui puisse se dresser contre lui nulle part. Alors, il occupe sa surpuissance à se dévorer lui-même. Le constat est que cette dynamique irrésistible de surpuissance entraîne de plus en plus de situations de confrontation entre nombre de ses membres les plus importants (*dito*, “discordé chez l'ennemi”), à mesure que sont mises à jour, justement à cause des effets de cette surpuissance, les contradictions internes et les querelles qui vont avec. C'est un signe de plus de la même logique sempiternelle dans notre analyse générale, qui est ce lien entre surpuissance et autodestruction. Que cette logique touche aujourd'hui le saint du saint, le texte sacré du Système qu'est la *narrative* officielle de 9/11 devrait être un motif de grande préoccupation pour ceux qui s'inquiètent de l'équilibre de la chose. Pour les autres, pour nous qui observons, il s'agit d'un spectacle à la fois édifiant et distrayant.

[http://www.dedefensa.org/article-  
notes\\_sur\\_un\\_tabou\\_en\\_perdition\\_26\\_12\\_2013.html](http://www.dedefensa.org/article-notes_sur_un_tabou_en_perdition_26_12_2013.html)

[http://www.dedefensa.org/article-  
notes\\_sur\\_un\\_tabou\\_en\\_perdition\\_26\\_12\\_2013.html](http://www.dedefensa.org/article-notes_sur_un_tabou_en_perdition_26_12_2013.html)

<http://www.legrandsoir.info/11-septembre-2001-notes-sur-un-tabou-en-perdition.html>